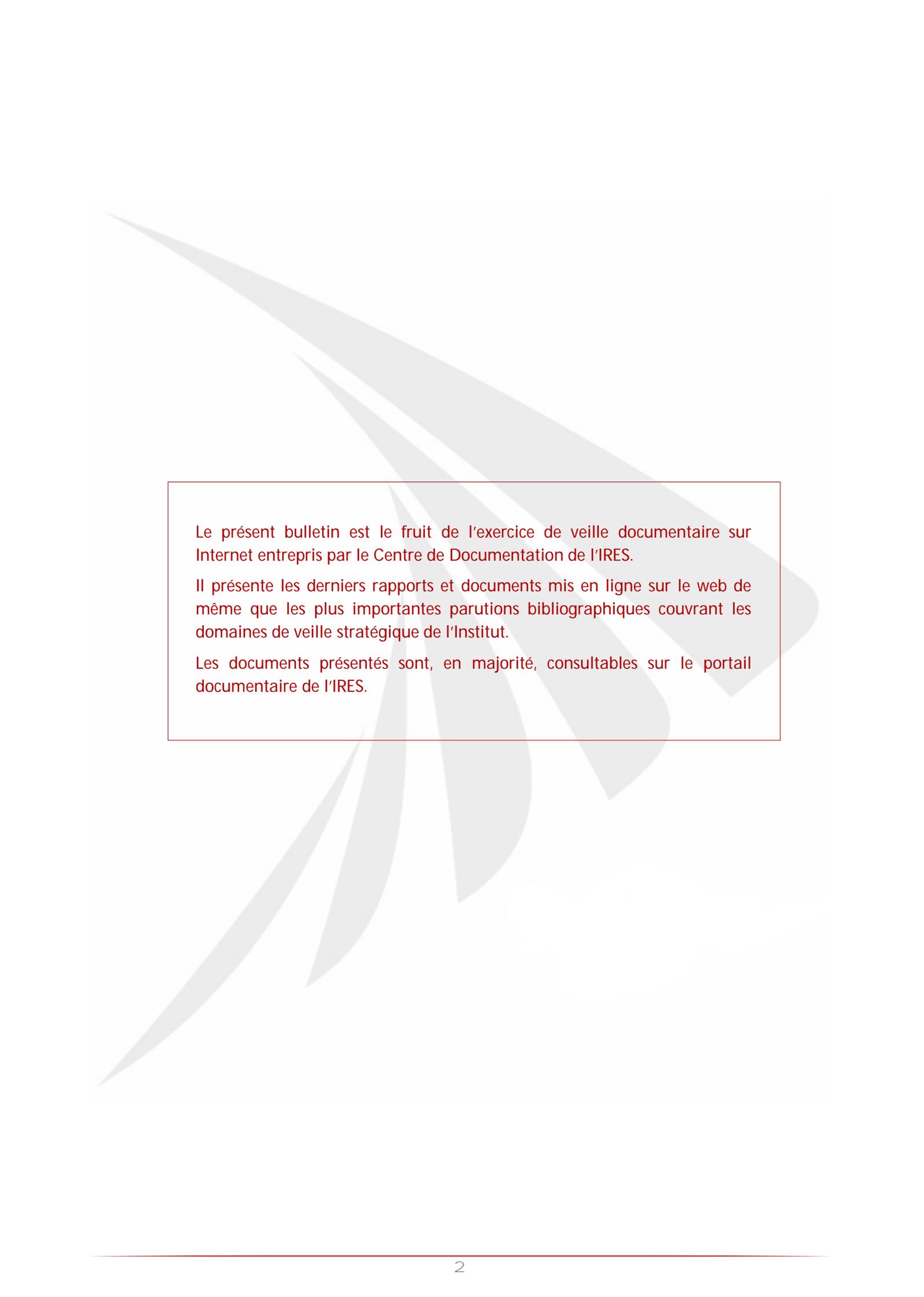




doc.VEILLE

Bulletin webographique

Mars, 2010



Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IRES.

Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web de même que les plus importantes parutions bibliographiques couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.

Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IRES.

Les indicateurs du développement en Afrique en 2010 : silencieuse et fatale, la corruption discrète entrave les efforts de développement de l'Afrique

Banque Mondiale

Washington : Banque Mondiale, 2010 – 44 p.

Source : Banque Mondiale,

http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/french_essay_adi2010.pdf

Tags : Société | Développement | Corruption | Afrique

Les études antérieures avaient approché la corruption dans son sens classique et explicite, à savoir l'abus d'une charge publique à des fins de profits personnels. Cependant, des études récentes accordent de plus en plus une attention particulière à la corruption qui sévit en aval, c'est-à-dire au niveau des prestations de services publics.

L'expression « corruption discrète » décrit plusieurs types d'abus observés qui ne donnent pas lieu à des échanges pécuniaires, mais qui concernent des écarts de comportements potentiellement identifiables, tel l'absentéisme, ainsi que des comportements moins palpables, comme le contournement intentionnel des règlements à des fins personnelles.

Selon cette définition élargie, la corruption discrète est beaucoup plus importante que la grande corruption quoique moins visible. Si elle touche des transactions qui affectent directement un grand nombre de bénéficiaires de services, elle a surtout des conséquences souvent profondes et durables sur les ménages et les

entreprises. Ainsi, en Afrique, la corruption dans ces deux facettes, compromet largement les efforts consentis pour atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM).

Le présent document étudie à la fois les conséquences directes comme la baisse de la productivité des individus et des entreprises, ainsi que les conséquences indirectes, comme la méfiance des populations à l'égard des institutions publiques. Il met l'accent sur quatre secteurs (éducation, santé, agriculture et secteur privé) dont les progrès et la réussite sont des conditions essentielles pour la réalisation des ODM.

Selon le même rapport, il serait possible de faire face à la corruption discrète, notamment, en accroissant l'accès aux informations et en favorisant la transparence dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Il définit ainsi les grandes lignes d'un programme de recherche pour identifier des mesures contre la corruption discrète.



L'avenir des migrations internationales vers les pays de l'OCDE

OCDE

Paris : OCDE, 2010 – 330 p.

Source : OCDE,

<http://lysander.sourceocde.org/vl=1562144/cl=33/nw=1/rpsv/ij/oe.cd/themes/99980282/v2009n6/s1/p11>

Tags : Société | Migration | Pays de l'OCDE

Selon le présent rapport, environ 3.3 millions de migrants quittent annuellement leur pays d'origine pour s'installer dans un pays de l'OCDE. La grande question qui se pose est de savoir si cette tendance se maintiendra dans les prochaines années. Sachant qu'il est difficile de donner une réponse précise à cette interrogation, les flux migratoires internationaux sont motivés par des facteurs tout aussi interdépendants que complexes et difficilement prévisibles, comme c'est le cas pour l'évolution des politiques migratoires des pays d'accueil.

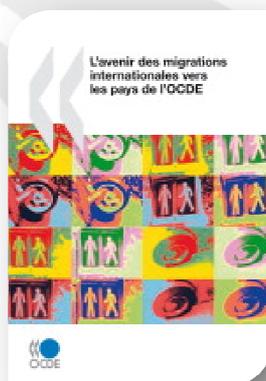
Néanmoins, si les responsables gouvernementaux, les entreprises, et la société dans son ensemble avaient une meilleure conception des facteurs susceptibles d'influencer les migrations à l'échelle planétaire sur le long terme, ils seraient mieux préparés pour gérer les opportunités et les risques qui en découlent.

Ce document étudie ainsi les différentes dynamiques sociales, économiques et environnementales qui peuvent contraindre les migrants à quitter leurs pays d'origine.

En élaborant cinq scénarios relatifs aux migrations futures, le présent rapport tente d'apporter des éclaircissements sur plusieurs questions, à savoir : « Quels seront les principaux facteurs déterminants des flux migratoires mondiaux ? Quels seront les pays de l'OCDE les plus attrayants aux yeux des migrants ? En dehors des pays de l'OCDE, les pressions migratoires seront-elles particulièrement fortes ? À quel type de problématique liée aux migrations les responsables de l'action publique risquent-ils d'être confrontés à l'horizon 2030 ? »

Les conclusions principales du document peuvent être synthétisées comme suit :

- Au cours des vingt prochaines années, les flux migratoires auront tendance à augmenter ;
- Plusieurs facteurs socioéconomiques, politiques et environnementaux pourront stimuler davantage ce processus ;
- Le vieillissement démographique qui caractérise les pays de l'OCDE favorisera la migration à destination des pays de la région ;
- La tendance vers l'intensification de la concurrence mondiale vis-à-vis d'une main d'œuvre hautement qualifiée.



International Labour Migration : a right-based approach

Bureau International du Travail

Genève : BIT, 2010 – 350 p.

Source : BIT,

http://www.ilo.org/public/english/protection/migrant/download/rights_based_approach.pdf

Tags : Société | Migration | Droits

Selon le rapport sur la migration internationale de la main d'œuvre publié récemment par le BIT, les migrants internationaux sont estimés à 214 millions de personnes dont près de la moitié est constituée de femmes. Ceux qui sont actifs sur le marché de travail des pays d'accueil s'élèvent à environ 105 millions.



plus qu'aux questions de sécurité et de demande d'asile ou de réfugiés.

Aussi, le BIT signale-t-il que la gouvernance nationale et internationale devrait adopter une approche basée sur les droits pour les 105 millions de travailleurs migrants dans le monde. Il rappelle également que les politiques migratoires devraient s'appuyer sur la reconnaissance des bénéfices mutuels aussi bien pour les pays d'origine que ceux d'accueil en protégeant les droits des migrants. Enfin le rapport conclut qu'une coopération bilatérale, régionale et multilatérale entre les gouvernements et les partenaires sociaux serait primordiale afin d'améliorer la gouvernance des processus migratoires.

Le rapport note que les travailleurs migrants apportent une contribution positive aux pays de destination comme à leurs pays d'origine. Cependant, ils pâtissent d'un déficit de travail décent, d'un manque de protection sociale et sont souvent victimes de discrimination et de xénophobie. D'ailleurs la migration internationale reste étroitement liée à la question du marché du travail beaucoup

Maroc : Consultations de 2009 au titre de l'article IV - Rapport des services

FMI

Washington : FMI, 2010 - 50 p.

Source : FMI,

<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/scr/2010/cr1058f.pdf>

Tags : Economie | Développement | Réformes | Maroc

Grâce à la dynamique de réformes structurelles menées durant cette dernière décennie, le Maroc a fait preuve de résilience face à la crise. L'assouplissement de la politique monétaire et budgétaire ainsi que l'efficacité de la supervision du secteur financier ont renforcé la confiance des investisseurs et soutenu la demande intérieure, devenue le moteur clé de la croissance de l'économie nationale.

Pour 2010, le Maroc est appelé à poursuivre les efforts engagés afin de soutenir l'activité économique en perspective d'une conjoncture internationale difficile. Le secteur non agricole marocain pourrait connaître une expansion positive si la situation en Europe s'améliore plus rapidement que prévu. Dans ce contexte, les autorités marocaines ont opté pour l'augmentation des dépenses en capital plutôt que sur les dépenses courantes, tolérant ainsi un léger creusement du déficit budgétaire.

A moyen terme, l'objectif du Maroc est de stimuler sa croissance en vue d'améliorer le niveau de vie et de trouver des

solutions au problème du chômage élevé au niveau des jeunes.

En termes de compétitivité, qui demeure un sujet de préoccupation majeure, la stratégie de croissance poursuivie par le pays et qui est fondée sur la demande intérieure risque de ne pas aboutir aux taux de croissance escomptés à moyen et long terme.

Concernant les finances publiques, des réformes visant à améliorer l'efficacité des dépenses publiques seront nécessaires pour renforcer le rendement des investissements publics. D'autres réformes structurelles seront indispensables pour stimuler la productivité économique et corriger les problèmes persistants de la compétitivité. Dans le domaine social, des efforts restent à fournir, en ce sens que malgré les acquis de ces dernières années, plusieurs indicateurs sociaux restent faibles notamment ceux relatifs aux services d'éducation et de santé.



La carte des investissements en méditerranée

ANIMA Investment Network, 2010

Marseille : ANIMA, 2010 - 186 p.

Source : ANIMA,

http://www.animaweb.org/uploads/bases/document/Inv_CarteInvestMed -Final_FR_Light_13-1-2010.pdf

Tags : Investissement | Méditerranée | Guide

Cette étude est le fruit d'une enquête menée auprès des principaux acteurs dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques d'investissement (Départements ministériels, Institutions de promotion des investissements, Chambres de commerce et d'industrie, confédérations d'entreprises, investisseurs, ...). Elle s'inscrit dans le cadre du programme Investir en Méditerranée, promu par le réseau ANIMA.

Ce programme, cofinancé à 75% par la Commission européenne et s'inscrivant dans le cadre de la politique européenne de voisinage, concerne 27 pays de l'Union Européenne et 9 pays partenaires méditerranéens (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité Palestinienne, Syrie et Tunisie), ainsi que certains pays candidats, comme la Turquie et la Croatie.

Le présent document a pour finalité de fournir aux investisseurs, notamment étrangers, un outil opérationnel pour les aider à identifier des opportunités d'investissement bien ciblées dans les 9 pays sud-

méditerranéens bénéficiaires dudit programme.

En ce qui concerne le Maroc, il est présenté comme étant un pays cherchant à diversifier son économie, mais dont les performances économiques restent tributaire des aléas climatiques et du comportement des secteurs du tourisme et du textile.

Le Royaume ambitionne d'être une destination d'excellence, attractive pour les capitaux étrangers, les compétences et les activités novatrices, créant ainsi les emplois et la richesse nécessaires pour garantir une croissance soutenue. C'est pourquoi, sa stratégie de développement économique s'articule autour de 3 axes : des réformes globales visant à améliorer le climat des affaires ; la consolidation des fondamentaux macro-économiques (inflation, déficit budgétaire, taux de croissance, etc.) et la mise en place de stratégies sectorielles, dotées d'objectifs et de mesures spécifiques à moyen et long termes.



Financing the Response to Climate Change
BREDENKAMP, Hugh ; PATTILLO, Catherine
Washington : FMI, 2010 – 14 p.

Source : FMI,
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/spn/2010/spn1006.pdf>
Tags : Changement climatique | Financement

A l'issue de la conférence de Copenhague sur le changement climatique, un apport de financement, de sources publiques et privées, destiné aux pays en développement et dont le montant pourrait atteindre 100 milliards de dollars US par an d'ici 2020, a été envisagé. Cet apport serait destiné à appuyer les mesures d'atténuation ou d'adaptation au changement climatique, à travers l'adoption de modèles économiques limitant les émissions de carbone.

Dans cette optique, le FMI recommande de créer un fonds vert qui « pourrait faciliter les progrès dans le sens d'un accord mondial à force exécutoire sur la réduction des gaz à effet de serre et permettre aux pays en développement d'amorcer immédiatement une expansion de leurs efforts d'adaptation au changement climatique ».

La mise en œuvre d'un tel mécanisme nécessitera une forte volonté politique et constituera un moyen efficace pour aider les pays en développement à faire face au changement climatique.

Les ressources mobilisées par le fonds vert pourraient ainsi être mises à la disposition des pays en développement par l'intermédiaire des fonds climatiques existants ou de nouvelles entités à vocations spéciales. D'après les premières estimations du FMI, un capital initial d'environ 120 milliards de dollars US pourrait suffire.

Ce dispositif constituerait d'énormes avantages pour les pays en développement en leur permettant d'accroître leurs efforts en matière d'atténuation et/ou d'adaptation aux effets du changement climatique.



L'évaluation des ressources forestières mondiales 2010

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

Rome : FAO, mars 2010 – 12 p.

Source : FAO,

www.fao.org/forestry/static/data/fra2010/KeyFindings-fr.pdf

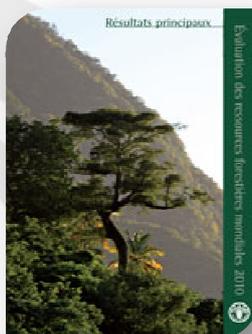
Tags : Environnement | Forêt

Selon le présent rapport, la déforestation, tout en restant extrêmement élevée, a affiché une tendance à la baisse pour la première fois depuis 10 ans.

Environ 13 millions d'hectares de forêt ont été perdus annuellement dans les années 2000 contre 16 millions dans les années 1990, soit une perte nette annuelle de 5.2 millions d'hectares contre 8.3 millions dans les années 1990.

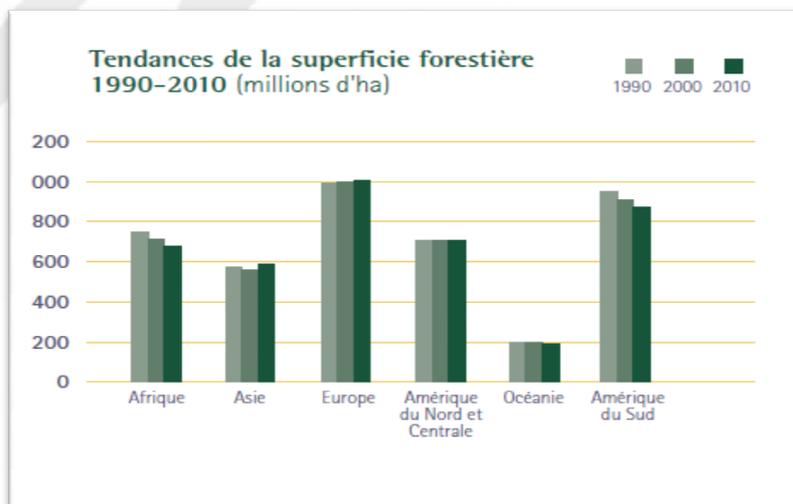
Ainsi, les plus fortes pertes annuelles nettes ont été enregistrées en Amérique du Sud et en Afrique au cours des dix dernières années, avec 4 et 3,4 millions d'hectares de forêt détruite respectivement.

En revanche, l'Asie a enregistré un gain net d'environ 2,2 millions d'hectares par an durant la décennie précédente et ce, grâce notamment aux programmes de boisement entamés en Chine, au Vietnam et en Inde.



Le rapport souligne également, que le recul du taux de la déforestation et la création de nouvelles forêts ont un rôle important à jouer dans les défis environnementaux actuels et futurs mondiaux, particulièrement dans le domaine d'atténuation du changement climatique. Les forêts renferment d'énormes quantités de carbone et peuvent permettre la conservation de la diversité biologique.

Cependant, selon le rapport, si des mesures urgentes, efficaces et permanentes ne sont pas mises en œuvre, on pourra s'attendre à un retour aux taux élevés de pertes nettes de forêts et d'émissions de carbone forestier qui avaient marqué les années 90.



Saisir les opportunités de l'économie verte

Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)

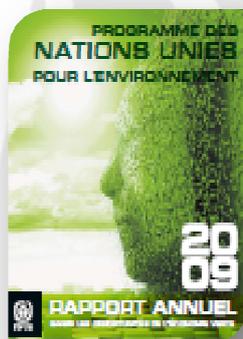
PNUE : février 2010 – 96 p.

Source : PNUE,
www.unep.org/pdf/UNEP_AR_2009.FR.pdf

Tags : Environnement | Economie verte

Dans un contexte mondial marqué par des problèmes dans les domaines du climat, de l'alimentation et de la pénurie des ressources naturelles, plusieurs rapports du PNUE, dont celui sous revue, s'accordent à dire que la transition vers une économie verte pourrait être la solution efficace à ces problèmes.

L'objectif de l'économie verte est d'inscrire les économies nationales sur une voie nouvelle, permettant de garantir un meilleur rendement des capitaux naturels, humains et économiques, en produisant moins de déchets et en réduisant la fracture sociale, et de réduire les émissions de gaz à effet de serre.



Dans cette perspective, le rapport esquisse un plan, visant à réussir la transition des économies vers l'optique de l'économie verte, incluant l'intégration des systèmes de production dans la dynamique de la biosphère, la décarbonisation de l'économie afin de limiter la portée du bouleversement climatique et la création d'un mode de développement plus intense en emplois et moins intense en énergie.

Il convient de noter que, si en 2009 l'économie verte a connu un essor important, la question est de savoir si elle peut jeter un pont entre l'économie d'aujourd'hui et celle de demain, qui est censée obéir à un mode de gestion écologiquement viable et économiquement efficace.

Index de démocratie dans le monde arabe 2009-2010

L'Initiative Arabe de Réforme

Amman : L'Initiative Arabe de Réforme, Mars 2010 – 55 p.

Source : OCDE,

http://www.arab-reform.net/IMG/pdf/annual_rep_010_english.pdf

Tags : Politique | Démocratie | Pays arabes

Selon l'index de démocratie arabe 2009-2010, publié par l'Initiative Arabe de Réforme (¹), le Maroc vient en 2^{ème} position pour la seconde année successive, avec un score de 601 points sur 1000, devancé par la Jordanie qui vient en première place avec 620 points.

En effet, le rapport suit le statut de la démocratie en explorant les réformes du système politique dans 10 pays arabes à savoir le Maroc, l'Algérie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, la Syrie, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Palestine, et le Yémen. Il se base sur quarante indicateurs évaluant quatre principes essentiels liés au processus de démocratisation, à savoir :

- Des institutions publiques fortes et responsables
- Le respect des droits et des libertés
- La primauté de la loi
- L'égalité et la justice sociale.

S'agissant du domaine institutionnel, le Maroc dépasse la moyenne arabe (558



points) en affichant un score de 633 points. Dans le domaine de la primauté de la loi, le Royaume enregistre un score de 807 points contre 614 points en moyenne, soit le score le plus élevé de l'échantillon. Concernant le volet du respect des droits et des libertés, le Maroc affiche un score de 558 points contre 510 points en moyenne.

Pour le reste du classement, l'Égypte vient en 3^{ème} position (596 points), suivie du Liban (583 points), de l'Algérie (570 points) et du Koweït (553 points). Pour sa part, la Palestine arrive en 7^{ème} position (506 points), suivie de la Syrie (461 points), le Yémen (457 points) et l'Arabie saoudite (402).

Le rapport conditionne la réussite des réformes et l'instauration de la démocratie dans les pays arabes par un changement radical dans trois domaines : un processus électoral libre, un système d'éducation fiable et des systèmes fiscaux équitables.

(¹) L'Arab Reform Initiative est un réseau constitué de centres de recherche et d'instituts d'études politiques arabes indépendants, ayant des partenaires aux États-Unis et en Europe. Son objectif est de mobiliser le potentiel des chercheurs arabes, afin d'enrichir le corpus des connaissances et d'élaborer, dans le monde arabe, un programme de réforme démocratique réaliste et tenant compte des particularités de chaque pays. Ce consortium formule des recommandations de chercheurs et d'acteurs des sociétés arabes.

..... INDEX DES TAGS

A	
Afrique	3

C	
Changement climatique	8
Corruption	3

D	
Démocratie	11
Développement	3, 6
Droits	5

E	
Economie	6
Economie verte	10
Environnement	9, 10

F	
Financement	8
Forêt	9

G	
Guide	7

I	
Investissement	7

M	
Maroc	6
Méditerranée	7
Migration	4, 5

P	
Pays arabes	11
Pays de l'OCDE	4
Politique	11

R	
Réformes	6

S	
Société	3, 4, 5